

**Séance ordinaire du  
jeudi 25 octobre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL

**Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier  
Mandat Ville/SA3M  
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)  
Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat**

Madame l'Adjointe déléguée à la Culture, Isabelle MARSALA, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives Départementales de l'Hérault, situé avenue de Castelnau à Montpellier, pour y installer les Archives Municipales.

Par délibération du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de réhabilitation du bâtiment, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle ; par la même délibération, la Ville a autorisé la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue SA3M, pour la réalisation des travaux d'aménagement correspondants, pour un montant de 4 131 842 € H.T. (hors rémunération du mandataire), soit 5 200 000 € TTC.

Par délibération du 20 octobre 2016, la Ville a approuvé l'avenant n°1 au mandat, avec pour objet le versement d'une avance complémentaire de 700 000 €, portant ainsi le montant total de l'avance à

800 000 €.

Par délibération du 26 janvier 2017, la Ville a approuvé l'avenant n°2 au mandat, avec pour objets l'autorisation de lancer une nouvelle procédure concurrentielle avec négociation de maîtrise d'œuvre, la prolongation de la durée prévisionnelle de la convention de mandat, la modification du programme, la modification du montant provisoire des dépenses à engager et la modification du montant de la rémunération du mandataire et de ses modalités de règlement.

Depuis fin 2016, l'ensemble du site fait l'objet d'une occupation illicite, occupation qui a fait l'objet d'une demande d'expulsion engagée par la Ville en mars 2017 ; la décision du Tribunal administratif est intervenue le 12 juillet 2018, celui-ci a ordonné l'expulsion des occupants et leur a octroyé un délai de deux mois. La reprise des études pourra donc intervenir fin septembre 2018.

Compte tenu de ces éléments, un avenant n°3 doit être approuvé pour ajuster le programme en fonction des dégradations qui auront été constatées, porter l'enveloppe prévisionnelle des travaux à réaliser à 6 330 000 € H.T., préciser la durée de la convention de mandat et enfin porter le montant de l'avance à verser au mandataire à 1 000 000 €, soit une augmentation de 200 000 €.

Le bilan du CRAC 2017 présente ainsi un écart de + 2985 K€ TTC par rapport au bilan annexé à la convention de mandat modifiée par l'avenant n°2 ; il est arrêté à 10 000 K€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 établi par la SA3M, mandataire de la Ville pour l'aménagement des Archives municipales ;
- D'approuver le bilan prévisionnel du mandat de l'opération précitée tel qu'établi par la SA3M au 31 décembre 2017 ;
- D'approuver l'avenant n°3 au mandat précité ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 8 novembre  
2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 9 novembre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2017
- avenant n°3
- détail
- synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181025-55757B-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/11/18  
Réception en Préfecture : 08/11/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.